

2014/16

# État mexicain et narcotrafiquants, main dans la main

par PASCAL DE GENDT

*Analyses &  
Études*  
Politique internationale



*Nos analyses et études, publiées dans le cadre de l'Education permanente, sont rédigées à partir de recherches menées par le Comité de rédaction de SIREAS sous la direction de Mauro Sbolgi, éditeur responsable. Les questions traitées sont choisies en fonction des thèmes qui intéressent notre public et développées avec professionnalisme tout en ayant le souci de rendre les textes accessibles à l'ensemble de notre public.*

Ces publications s'articulent autour de cinq thèmes

QUESTIONS SOCIALES  
DROITS DE L'HOMME  
MIGRATIONS  
POLITIQUE INTERNATIONALE  
Économie

*Toutes nos publications peuvent être consultées et téléchargées sur nos sites [www.lesitinerrances.com](http://www.lesitinerrances.com) et [www.sireas.be](http://www.sireas.be), elles sont aussi disponibles en version papier sur simple demande à [educationpermanente@sireas.be](mailto:educationpermanente@sireas.be)*



**Service International de Recherche,  
d'Éducation et d'Action Sociale asbl**  
Secteur Éducation Permanente  
Rue du Champ de Mars, 5 – 1050 Bruxelles  
Tél. : 02/274 15 50 – Fax : 02/274 15 58  
[educationpermanente@sireas.be](mailto:educationpermanente@sireas.be)  
[www.lesitinerrances.com](http://www.lesitinerrances.com)

Avec le soutien  
de la Fédération  
Wallonie-Bruxelles



**D**epuis le mois d'octobre, le Mexique vit la plus grave crise politique et institutionnelle connue depuis plusieurs décennies. Le déclencheur en a été une atrocité. Une de plus dans un pays déjà tristement célèbre pour son niveau de violences. Tout a commencé dans la soirée du 26 au 27 septembre à Iguala lorsque des étudiants de l'école normale d'Ayotzinapa viennent en ville récolter des fonds pour assurer le fonctionnement de leur institution. Les bus à bord desquels ils retournent chez eux sont interceptés par les policiers communaux qui tirent sans sommation. Bilan : six morts et une vingtaine de blessés. Dans les jours qui suivent, 43 étudiants sont portés disparus et 22 policiers sont arrêtés. Ce qui pourrait passer pour un fait divers comme un autre, à l'échelle de ce que connaît le Mexique, depuis le début du siècle, va pourtant donner naissance à une vague d'indignation. Tout d'abord parce que les premières révélations évoquent les raisons de l'opération de police : l'épouse du maire aurait craint pour la bonne tenue d'une réception qu'elle donnait à l'hôtel de ville. Les révélations vont ensuite s'accumuler : la collusion entre les policiers et le principal gang de narcotrafiquants de la région, les Guerreros Unidos et les liens entre le maire et son épouse et ce gang. Celle-ci serait, selon l'enquête, la sœur de trois membres de l'organisation criminelle, et principale opératrice de celle-ci à Iguala. Et son mari versait de l'argent au gang pour entretenir des effectifs de police municipale à sa solde (1). Le couple en fuite sera arrêté quelques semaines plus tard.

Rapidement, il est également révélé que les étudiants enlevés ont été livrés aux Guerreros Unidos par la police. Les narcos auraient compris qu'on leur donnait des membres d'une bande rivale. L'issue fatale ne fait donc aucun doute mais atteint des sommets dans l'horreur. En cherchant, les étudiants, les policiers fédéraux vont découvrir une douzaine de charniers. Aucun

d'eux ne contient les restes des disparus. Finalement, le 14 novembre, le procureur général mexicain Murillo Karam tient une conférence de presse pour expliquer que, selon des témoignages, les 43 étudiants ont été abattus et leurs corps jetés dans une fosse, arrosés d'essence et brûlés. Certaines victimes étaient encore vivantes. Le foyer brûlera pendant 14 heures et les cendres seront mises dans des sacs poubelles avant d'être jetées dans le fleuve (2). Une situation insoutenable qui va donner lieu à des manifestations qui vont se multiplier et, pour certaines, prendre une tournure violente. L'abomination d'Iguala est la goutte d'eau qui fait déborder le vase parce qu'elle met en lumière toutes les failles du pays : la corruption, la pauvreté, l'échec de l'intégration des populations indigènes, les liaisons criminelles entre les élus locaux et les narcotrafiquants, la corruption de la police, l'impuissance de la justice et l'échec du pouvoir politique (3).

## UNE TRAGÉDIE ANNONCÉE

Ce n'est pas tout-à-fait un hasard si l'étincelle qui a mis le feu aux poudres se déroule dans l'État du Guerrero. Si ce n'est pas le seul endroit du Mexique où les narcos sèment la terreur, tout y est réuni pour que la violence y atteigne des sommets. La région est sauvage et isolée, la population peu nombreuse et pauvre (4). La violence y est ancrée dans les mœurs, le taux d'homicide y est quatre fois supérieur à la moyenne nationale. Le terrain parfait pour que les groupes criminels prospèrent, ils seraient une quinzaine sur l'État, d'autant que la composition du sol fait que le cannabis et le pavot poussent très bien. Dans ces conditions, les seules perspectives des jeunes pour échapper à la pauvreté est soit de rejoindre les organisations criminelles, soit de s'inscrire à l'école normale d'Ayotzinapa pour espérer devenir instituteur. Ils sont 540 à y être inscrits, des jeunes d'origine indigène, fils de paysans qui espèrent rompre le cercle vicieux de la pauvreté en obtenant un diplôme (5). En temps normal, l'école est subsidiée : les étudiants, qui sont là en internat, reçoivent une bourse couvrant leurs études et trois repas quotidiens. Mais suite aux manifestations des étudiants d'Ayotzinapa à cause de la disparition de leurs 43 camarades, toutes les subventions de cet établissement ont été coupées. La centaine d'employés, faute de salaire, ont arrêté le travail et les jeunes garçons s'occupent des tâches administratives, de l'entretien de l'école, de la surveillance des cultures et du petit bétail. Une situation qui n'émeut guère le pouvoir fédéral dont un des objectifs semble être d'obtenir la fermeture de ces écoles considérées comme des foyers de révolutionnaires. Au nombre de quinze, elles représentent une partie de ce que le modèle économique néolibéral exècre : une éducation publique destinée aux communautés indigène ou aux petits producteurs qui entravent l'expansion de l'agro-industrie d'exportation (6).

Tragédie annoncée également parce que l'administration municipale d'Iguala faisait figure de symbole de la collusion entre bandes criminelles et représentants politiques. Entre 2002 et 2005, le maire précédent avait accepté des sommes hebdomadaires et des garanties de réélection en échange d'une protection des activités des trafiquants, incluant le blanchiment de leur argent dans les activités économiques, sociales et commerciales de la municipalité (7). S'en était suivie l'installation de plusieurs bandes de trafiquants et de leurs pratiques : semence et récoltes de marijuana dans les champs des paysans, embauche de jeunes tueurs à gage, enlèvements, rançons, disparitions, exécutions,... À partir de 2012, avec la complicité du nouveau maire, José Luis Abarca, et de son épouse, les Guerreros Unidos (principaux fournisseurs de marijuana et d'opium à la ville de Chicago (8)) s'imposent aux autres gangs après une campagne de terreur. Ils utilisaient même les infrastructures de la police municipale pour leurs opérations de torture, exécutions et enterrements de cadavres (7). Tout cela sous le nez du 27<sup>e</sup> bataillon de l'armée fédérale qui possède à Iguala un Q-G d'opérations.

José Luis Abarca est l'archétype même d'une partie du personnel politique mexicain. Il possédait dix-sept propriétés à Iguala, dont un gros centre commercial (8), et avait déjà été inquiété en 2013 après la dénonciation d'une sénatrice de son propre parti, le Parti de la Révolution Démocratique (PRD, gauche), l'accusant d'avoir abattu un dirigeant paysan. Faute de preuves, il n'avait finalement pas été inculpé, ni même suspendu de ses fonctions. Après la disparition des 43 étudiants, il avait continué normalement sa vie d'apparats et avait été convié à plusieurs événements officiels, y compris en la présence du chef d'État, Enrique Peña Nieto. Il aura fallu plusieurs semaines pour que le parquet fédéral décide d'ouvrir une enquête.

## LA CRISE IGNORÉE

Cette indifférence reflète l'envers de la politique du président mexicain élu en 2012. Contrairement à son prédécesseur qui utilisait le terme « guerre contre le narcotrafic » comme un mantra (9), sans que cela soit vraiment suivi d'effet sur le terrain, Enrique Peña Nieto a banni les mots « crime organisé » et « narcotrafic » de son vocabulaire. Depuis son arrivée au pouvoir, les assassinats des journalistes ont progressé de 11% et le Mexique est considéré comme le pays le plus dangereux pour cette profession depuis 2012, par l'Institut de Presse Internationale (9). Certaines publications ont même annoncé qu'elles renonçaient à enquêter sur le narcotrafic pour protéger leurs employés.

Les 81 corps retrouvés dans les fosses communes aux alentours d'Iguala (8), les disparitions rarement signalées par peur de la complicité entre

polices locales et trafiquants, ne sont que la face visible d'un iceberg. Selon des chiffres officiels, publiés en août dernier, ce sont 22.000 personnes qui sont portées disparues à travers le pays. Près de la moitié de ces disparitions ont eu lieu depuis l'arrivée au pouvoir du président actuel. Et personne ne semble pouvoir dire ce qui est fait pour retrouver les victimes. En plus de la collusion avec les criminels, et de la négligence de l'appareil policier, tout semble indiquer que ces disparitions ne sont pas une priorité pour le gouvernement mexicain (10). Pire, les familles des victimes sont souvent pointées du doigt par les autorités qui les accusent d'accointance avec les bandes criminelles, sans pour autant apporter de preuves.

Pour les décideurs mexicains, il est évidemment difficile de s'attaquer au narcotrafic vu l'importance des sommes qu'il brasse et qui nourrissent le système financier. Une étude américano-mexicaine sur les biens illicites, datant de 2010, estime que chaque année les cartels de la drogue font passer de 19 à 29 milliards de dollars des États-Unis vers le Mexique. Selon d'autres sources, ce chiffre pourrait même atteindre en réalité les 40 milliards de dollars. Ce qui en ferait la principale source de devises du pays, devant le pétrole (25 milliards de dollars) et l'envoi d'argent de résidents à l'étranger (25 milliards de dollars) (6). Conclusion : le Mexique repose sur une narco-économie. Et tous les partis y trouvent leur compte puisque cet argent de la drogue sert, notamment, à financer les campagnes électorales. Au final, dans des régions entières, les autorités sont sous la coupe du crime organisé.

## UN PAYS DÉTRUIT

Une réalité que la communauté internationale préfère également ignorer. D'autant que, jusqu'il y a peu, José Peña Nieto faisait figure de très bon élève pour les pays occidentaux et les investisseurs étrangers. Depuis son arrivée au pouvoir, il s'est entièrement consacré aux réformes économiques afin de faire de son pays un nouveau Brésil. Sa communication était entièrement tournée vers le patriotisme économique: un produit national brut (PNB) en hausse et supérieur à celui de la Corée du Sud, une croissance plus forte qu'au Brésil, un pays qui produit plus d'écrans plats de télévision que la Chine (3). Son « pacte pour le Mexique » (un accord avec tous les partis pour lancer de grandes réformes économiques) avait été salué par le FMI et l'OCDE (1). Celui-ci est construit autour de quatre grands axes. Le premier fut une réforme du travail qui a fortement réduit la sécurité d'emploi des travailleurs mexicains en généralisant

l'emploi temporaire et à temps partiel et en facilitant les licenciements. Et venue ensuite une réforme de l'éducation qui décapitait le puissant syndicat d'enseignants et instaurait également l'autonomie de gestion des écoles et la possibilité pour celles-ci d'aller chercher du financement dans le secteur privé (11). Les enseignants ont alors déploré l'affaiblissement de l'éducation publique, héritage de la révolution mexicaine, et la mise en place d'un système de formation standardisé se bornant à former des futurs travailleurs peu coûteux pour les entreprises étasuniennes installées au Mexique (11).

La troisième réforme date d'août dernier avec l'ouverture des secteurs du pétrole et de l'électricité au secteur privé étranger. Le sénateur états-unien ultra-conservateur, Henry Cuellar, s'en réjouissait, le 12 septembre dernier, dans les pages du quotidien mexicain *Reforma*. L'ouverture du secteur énergétique mexicain aux investissements étrangers, déclarait-il, convertira l'Amérique du Nord en un nouveau Moyen-Orient. Ensemble, le Canada (sables bitumineux), les États-Unis (boum du gaz de schiste) et le Mexique (pétrole) deviennent la région du monde qui produit le plus de pétrole et de gaz, ce qui assure pratiquement aux États-Unis leur autosuffisance énergétique (11). Revers de la médaille : les revenus de l'État mexicain pourraient être amputés à l'avenir de plus d'un tiers. Comme il faut bien aller chercher cet argent quelque part, une réforme fiscale est sur les rails. Elle prévoit l'augmentation de la TVA sur toute une série de biens essentiels mais évite d'imposer plus fortement les Mexicains les plus riches. Ce grand changement économique pourrait causer bien des ravages dans les classes moyennes et chez les Mexicains les plus pauvres déjà dévastés par les programmes néo-libéraux mis en place depuis le début des années 80 et encore renforcés, en 1994, après l'adoption de l'Accord de libre-échange de l'Amérique du Nord (Alena) qui a plongé le secteur agricole dans une crise profonde, forçant 1,3 millions de paysans à quitter leurs terres pour rejoindre des bidonvilles ou les États-Unis (12).

L'implication de Washington dans la guerre contre la drogue, déclarée par l'ex-président Calderon en 2006, pose d'ailleurs question. Celle-ci a vu le niveau de violence se démultiplier et s'est soldée par plus de 100.000 morts depuis son début (13). La « stratégie intégrale de Mérida » prévoit des fonds américains et mexicains pour l'entraînement de la police et des soldats pour protéger l'infrastructure sensible, la militarisation de la police et l'équipement des forces de sécurité locales avec l'équipement des États-Unis, la transformation du système judiciaire mexicain, la modernisation de la frontière Mexique - États-Unis et la promotion du renforcement institutionnel et de la réforme économique (14). Depuis 2009, un accord permet à des drones américains de survoler le Mexique pour espionner le crime organisé et des agents étatsuniens peuvent opérer en territoire mexicain et écouter des lignes téléphoniques de suspects. L'ambassade des

États-Unis a également droit de regard sur les nominations mexicaines à des postes-clé de la sécurité (14). Cette guerre contre la drogue a donc permis aux États-Unis de s'emparer de pans entiers de ce qui constitue la souveraineté nationale mexicaine.

Sans que cela ne diminue la violence. Au contraire. Washington joue, à ce niveau, un double jeu. Les banques américaines blanchissent sans sourciller l'argent sale des cartels mexicains. Depuis 2006, plus d'un milliard de pesos auraient ainsi été réinjectés dans le circuit légal du Mexique. Enfin, en mars 2011, l'assassinat d'un agent du Département de la sécurité intérieure des États-Unis a mis en lumière une opération nommée « Rapido y furioso ». Elle consistait à faire entrer sur le sol mexicain des milliers d'armes de gros calibre afin de les suivre à la trace et remonter aux sources du crime organisé. L'opération a échoué et les armes se sont retrouvées entre les mains de différents cartels (14). Simple maladresse ? Le doute est permis. Le maintien d'un haut niveau de violence, s'il décourage certains investisseurs, a aussi des bienfaits pour... les multinationales. Cette violence engendre le déplacement de communautés paysannes effrayées. Il se trouve que plusieurs exemples ces dernières années démontrent que certaines de ses communautés vivaient sur des territoires riches en gaz ou en minerais. Et leur déplacement a permis à des multinationales d'exploiter les sols. Selon une association mexicaine d'entreprises, la Coparmex, 160.000 entreprises (petits et moyens producteurs, commerçants et autres entrepreneurs) ont fermé à cause de l'insécurité en 2011,. Laissant le champ libre aux grandes entreprises en leur pourvoyant, de plus, une main d'œuvre puisque ces entrepreneurs doivent bien trouver du travail (14).

## ÉTAT DE NON-DROIT

Enfin, cette guerre contre la drogue a favorisé une paramilitarisation du pays. C'est là qu'intervient un des autres avantages d'avoir laissé prospérer les bandes de narcotrafiquants : le crime organisé fournit à l'État l'arme de la terreur, rempart contre toute velléité de soulèvement. La violence sans nom du crime organisé permet à l'État toutes les violences et répressions qu'il peut ensuite imputer à ce même crime organisé (7). Et la liste des victimes de la répression, qui s'aventureraient à contester trop fortement, la politique néo-libérale des différents gouvernements n'arrête pas de s'allonger. En septembre 2014, Amnesty International s'alarmait, dans un rapport intitulé « *Hors contrôle : torture et autres mauvais traitements au Mexique* » (15) d'une augmentation de 600% des cas de torture administrés par les agents de l'État au Mexique ces dix dernières années. Et ce, en toute impunité, puisque le Procureur général de la République et la Commission nationale des droits humains ne s'intéressent pratiquement jamais aux éventuelles



plaintes reçues et aucune enquête sérieuse n'est menée.

Quand il n'était encore que Gouverneur de l'État de Mexico, le président actuel a ainsi ordonné la répression des habitants d'une localité qui s'opposaient à leur expropriation, nécessaire pour construire un aéroport. Au cours de cette opération, les forces de l'ordre ont commis de nombreuses graves violations des droits humains, notamment des agressions sexuelles. Ils n'ont jamais été punis. Dans tout le Mexique, on ne compte plus les arrestations de personnes s'étant opposées qui à la construction d'un barrage, qui à celle d'une centrale thermoélectrique. En août 2014, une association de défense des prisonniers politiques signalait que, depuis décembre 2012, 350 personnes au moins avaient été incarcérées pour des motifs politiques. Et les exemples d'élimination physique des opposants sont tout aussi nombreux (6).

Le choc qu'a créé le meurtre des 43 étudiants d'Iguala a au moins permis aux Mexicains de vaincre leur peur et d'oser contester. Un début de changement ? Du côté du pouvoir, cela n'y ressemble pas. La première réaction a été de minimiser les faits, puis de réprimer et emprisonner les manifestants et contestataires. Ensuite, une fois que la colère s'est répandue à travers le pays, il a apporté une réponse strictement policière : les forces de police municipales ont été remplacées par des forces de police d'État et des agents fédéraux ont été déployés dans les États problématiques pour combattre le crime organisé (13). Le genre d'actions que prenaient déjà les gouvernements précédents sans que cela n'ait résolu le moindre problème.

Pour s'en sortir le président n'a plus le choix : il doit momentanément oublier ses rêves de grandeur économique, de toute façon plombés par la frilosité des investisseurs étrangers depuis l'éclatement de l'affaire, et accorder la priorité à la fin de la culture de l'impunité et combattre la collusion entre gang, forces de sécurité et monde politique. Mais pour cela, il faudrait également qu'il reconnaisse l'ampleur de la crise. Ce qui ne semble pas gagné. De la même manière, l'arrêt des atteintes aux droits humains, et l'amélioration du traitement réservé aux proches des victimes, doit également figurer au rang des priorités. Les autorités doivent en outre protéger le travail des militants en faveur des droits sociaux, qui dans de nombreux cas sont pris pour cible et parfois même assassinés pour avoir dénoncé des abus (10). Enfin, c'est en prouvant qu'il veut enquêter et trouver des coupables, plutôt que de tout remettre sur le dos du crime organisé, qu'il restaurera sa crédibilité. Sans cela, le pays s'enfoncera un peu plus chaque jour dans le chaos et d'autres atrocités succéderont à l'abomination qui a pris place à Iguala.

## BIBLIOGRAPHIE

(1) Courrier International, « La tragédie de trop », n° 1255 du 20 au 26 novembre 2014, pp. 10-11

(2) Le Soir, « La grande révolte des Mexicains », édition du mardi 21 novembre 2014, p. 15

(3) Slate.fr, « Affaire des 43 d'Ayotzinapa : comment le Mexique s'est réveillé en nouveau Brésil pour se réveiller en nouveau Nigéria » (en ligne) c 2014 (consulté le 8/12/2014) Disponible sur : <http://www.slate.fr/story/94405/mexique-enlevement-etudiants-ayotzinapa>

(4) Courrier International, « La violence en héritage », n° 1255 du 20 au 26 novembre 2014, pp. 11-12

(5) Courrier International, « À l'école de la survie », n° 1255 du 20 au 26 novembre 2014, pp. 12-13

(6) Le Monde Diplomatique, « Au Mexique, le massacre de trop », publié dans l'édition de décembre 2014, pp. 12-13

(7) Mondialisation.ca, « La terreur pour gouverner le Mexique » (en ligne) c 2014 (consulté le 8/12/2014) Disponible sur : <http://www.mondialisation.ca/la-terreur-pour-gouverner-le-mexique/5416058>

(8) La Libre Belgique, « L'État a perdu le contrôle face aux tueurs », édition du mercredi 5 novembre 2014, p.p.16-17

(9) Slate.fr, « Crime organisé et narcotrafic: les mots tabous au Mexique » (en ligne) c 2013 (consulté le 8/12/2014) Disponible sur : <http://www.slate.fr/lien/70597/crime-organise-narcotrafic-tabou-mexique>

(10) Amnesty International, « Iguala, une tragédie annoncée qui aurait pu être évitée » (en ligne) c 2014 (consulté le 9/12/2014) Disponible sur : <http://www.amnesty.be/doc/s-informer/actualites-2/article/iguala-une-tragedie-annoncee-qui>

(11) Mondialisation.ca, « Le Mexique dévasté par les réformes » (en ligne) c 2013 (consulté le 9/12/2014) Disponible sur : <http://www.mondialisation.ca/le-mexique-devaste-par-les-reformes/5355820>

(12) Mondialisation.ca, « Mexique, un exemple classique de la destruction de la souveraineté alimentaire » (en ligne) c 2010 (consulté le 9/12/2014) Disponible sur : <http://www.mondialisation.ca/mexique-un-exemple-classique-de-la-destruction-de-la-souverainet-alimentaire/18700>

(13) Amnesty International, « Le Mexique à la croisée des chemins : les mots ne suffiront pas pour rétablir l'État de droit » (en ligne) c 2014 (consulté le 8/12/2014) Disponible sur : <http://www.amnesty.be/doc/s-informer/actualites-2/article/le-mexique-a-la-croisee-des>

(14) El Correo, « La guerre contre la drogue, alibi néolibéral en Colombie et au Mexique » (en ligne) c 2012 (consulté le 9/12/2014) Disponible sur : <http://www.elcorreo.eu.org/La-Guerre-contre-la-drogue-alibi-neoliberal-en-Colombie-et-au-Mexique>

(15) Amnesty International, « Hors de toute mesure : les tortures et autres mauvais traitements au Mexique » (en ligne) c 2014 (consulté le 9/12/2014) Disponible sur : <http://www.amnesty.org/fr/library/asset/AMR41/020/2014/en/3485ecc0-d83b-4204-a725-3ecec36a274/amr410202014fr.pdf>

